

# VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 56 - FIN FÉVRIER 2025



# SOMMAIRE

---

**3**

## **EUROPE**

*par Bastien POULIQUEN, Pierre BONNEMAISO, Henri GERSTER  
- correction par Pierre BONNEMAISON*

---

**6**

## **MOYEN ORIENT**

*par Alice MARAUX, Rose LOUVRIE-BUOT, Juliette MASSE  
- correction par Juliette MASSE et Rose LOUVRIE-BUOT*

---

**9**

## **AFRIQUE**

*par Lino TONI, Élora HOUEL  
- correction par Clément LE LANDAIS*

---

**12**

## **INDOPACIFIQUE**

*par Léa BLANCHET, Baptiste POULARD, Rodolphe UGUEN  
- correction par Rodolphe UGUEN*

---

**15**

## **AMÉRIQUES**

*par Blanche ARMINJON, Victoire LE GALL, Wandrille PICAULT  
- correction par Blanche ARMINJON*

---

**18**

## **ARMEMENT**

*par Alexandre DOTTI, Nael YEBKA  
- correction par Clément LE LANDAIS*

---

**20**

## **DÉFENSE**

*par Romane DEFRENNE  
- correction par Clément LE LANDAIS*

---

## **RÉDACTEUR EN CHEF ET CORRECTION**

*Clément LE LANDAIS*

## **MISE EN PAGE**

*Lisa AMMOUR et Rodolphe UGUEN*

## NÉGOCIATIONS DE PAIX POUR L'UKRAINE : "RÉUNION INFORMELLE" À PARIS



Alors que s'organisent en Arabie Saoudite les négociations de paix américano-russe sur la question ukrainienne, l'Europe se mobilise. A l'appel d'Emmanuel Macron, une "réunion informelle" s'est tenue à Paris afin de réunir les acteurs européens les plus influents et fiables : la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne, la Pologne, les Pays-Bas, le Danemark ; ainsi que Ursula Von Der Leyen, António Costa, et Mark Rutte. Ce rassemblement distinct du processus européen confirme le blocage dans lequel se trouvent les institutions, nécessitant le repli sur une "diplomatie de club" entre grandes nations européennes. L'enjeu principal était l'envoi de troupes européennes de maintien de la paix, dans le cas d'un accord de cessez-le-feu en Ukraine. Cette question se pose d'autant plus que les Etats-Unis ont affirmé ne pas vouloir en faire partie, et ont sondé ces derniers jours l'engagement de leurs partenaires européens de l'OTAN au-travers de "questionnaires" ad hoc. Néanmoins, aucune position commune n'a pu émerger, la France soutient le principe, tandis que le Royaume-Uni se réserve à l'implication américaine, que l'Allemagne estime la question prématurée, et que la Pologne refuse tout engagement. Giuliano da Empoli (auteur du Mage du Kremlin, 2022) note tout de même dans un entretien accordé au Corriere della Sera la place centrale d'Emmanuel Macron (et de facto la France) dans la prise d'initiative européenne. En outre, les actions de la Présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, sont extrêmement scrutées. Elle soutient pour l'instant une action restreinte dans l'attente du résultat des négociations, sans pour autant se détacher de ses voisins européens. Mais l'incertitude principale porte sur l'élection législative allemande du 23 février. Théoriquement plus engagé dans le soutien à l'Ukraine, le dirigeant de la CDU/CSU Friedrich Merz pourrait choisir de donner un second souffle au moteur franco-allemand, jusqu'à présent battu en brèche. Il serait nécessaire d'élargir à l'Europe la couverture de The Economist : "Can Friedrich Merz save Germany ?".

*Bastien POULIQUEN*

## LA POLOGNE EN PASSE DE DEVENIR LA PREMIÈRE ARMÉE D'EUROPE

Depuis plusieurs années, la Pologne a engagé une transformation radicale de son armée afin de devenir la plus grande puissance militaire terrestre en Europe. Ce réarmement massif répond à un contexte sécuritaire marqué par la guerre en Ukraine et la menace grandissante que représente la Russie aux frontières orientales du pays. Varsovie, qui a fait de la défense nationale une priorité absolue, ambitionne désormais de doter son armée d'un arsenal de pointe et d'une force humaine considérable. Le gouvernement polonais a pris une décision stratégique en augmentant de manière spectaculaire son budget de la défense.



En 2023, les dépenses militaires du pays ont atteint 4 % du PIB, soit près du double de l'objectif fixé par l'OTAN à ses membres. Cela représente environ 20 milliards d'euros, un chiffre en forte hausse par rapport aux années précédentes. Grâce à cet effort budgétaire, la Pologne prévoit de porter ses effectifs militaires à 300 000 soldats, dont 250 000 dans l'armée régulière et 50 000 dans les forces de défense territoriale, un corps de réserve mobilisable rapidement en cas de crise. Ce réarmement passe aussi par une modernisation accélérée du matériel militaire.

La Pologne a passé d'importants contrats avec les États-Unis pour l'achat de 250 chars Abrams de dernière génération, 32 avions de chasse F-35 et 500 lance-roquettes multiples HIMARS. En parallèle, Varsovie s'est tournée vers la Corée du Sud, signant des accords pour l'acquisition de 1 000 chars K2, 700 obusiers automoteurs K9 et 50 avions de combat FA-50. Ces investissements visent à remplacer les équipements d'origine soviétique encore présents dans l'arsenal polonais et à garantir une compatibilité totale avec les forces de l'OTAN. Outre l'achat de matériel, la Pologne mise sur le développement de son industrie de défense nationale. Le pays renforce ses capacités de production en collaboration avec des partenaires étrangers et investit dans la fabrication de munitions, de drones et de systèmes de défense aérienne. À ce titre, Varsovie a signé des accords pour acquérir des batteries Patriot et le système britannique Sky Sabre afin de protéger son espace aérien contre d'éventuelles menaces. Cette montée en puissance militaire traduit la volonté polonaise de se positionner comme un acteur incontournable de la sécurité européenne. Située en première ligne face à la Russie, la Pologne veut jouer un rôle clé au sein de l'OTAN et de l'Union européenne en matière de défense. Alors que d'autres pays européens tardent à augmenter leurs budgets militaires, la Pologne affiche une ambition claire : devenir la première armée terrestre d'Europe.

*Pierre BONNEMAISON*

## A L'OMBRE DES TRACTATIONS DIPLOMATIQUES, QUELLES DYNAMIQUES À L'ŒUVRE SUR LE FRONT UKRAINIEN ?

Alors que les premières réunions se sont tenues entre officiels russes et américains avec pour ambition de mettre fin rapidement au conflit en Ukraine, la guerre continue de faire rage dans l'Est du pays et dans le saillant de Kursk, tenu par les Ukrainiens. À l'heure où les contours d'un accord semblent se dessiner sans que la partie ukrainienne n'ait voix au chapitre, le front demeure actif entre évolutions tactiques de la ligne de front, essoufflement russe et nouvelles innovations technologiques.



Le premier fait notable de ces dernières semaines de combats est caractérisé par une baisse significative du rythme de progression de l'armée russe sur la quasi-totalité des points chauds du front, en territoire ukrainien comme russe. En effet, durant l'année 2024, les efforts colossaux de l'armée russe, combinés à des pénuries d'obus d'artillerie côté ukrainien, avaient permis de monter le rythme de conquête à 30 kilomètres carrés par jour, fragilisant fortement le dispositif de défense de l'armée ukrainienne, dépassée en de nombreux endroits du front. Cette poussée avait notamment permis la prise de villes comme Avdiivka en début d'année ou Vuhledar à l'automne. La progression russe, estimée à environ 3 600 kilomètres carrés pour l'année 2024, s'est cependant révélée extrêmement consommatrice en moyens humains comme matériels, notamment en raison de méthodes d'emploi des ressources menant à des pertes importantes tant en hommes qu'en blindés. Depuis le début de l'année 2025, le rythme de l'avancée russe est descendu sous la barre des 7 kilomètres carrés en moyenne journalière, et des contre-offensives localisées de l'armée ukrainienne ont même été constatées dans l'Oblast de Kursk ou autour de la ville de Pokrovsk (Oblast de Donetsk), théâtre principal des efforts russes. Par ailleurs, le manque de blindés pèse de manière croissante sur les capacités opératives de l'armée russe, tant dans la logistique que dans le combat. Ces dernières semaines, les images d'assauts russes menés par de simples voitures civiles, des motos ou encore des buggys fournis par la Chine se sont multipliées, illustrant les difficultés croissantes de la Russie à renouveler ses pertes matérielles. L'absence d'une protection blindée et d'un appui-feu réellement effectif, générée par l'usage de ce type de véhicule, augmente sensiblement les pertes russes, ces vecteurs représentant des cibles faciles pour les drones FPV ukrainiens. Malgré l'essoufflement constaté côté russe, l'armée ukrainienne subit une pression constante en différents points de la ligne de front, notamment sur la ville de Pokrovsk mentionnée ci-dessus et autour de Sudja, en Russie, principale localité sous contrôle de l'armée ukrainienne dans la région de Kursk. Enfin, l'apparition de drones à fibre optique impossibles à brouiller dans l'arsenal russe complexifie la lutte contre les drones pour les forces ukrainiennes et augmente l'attrition des matériels pour celles-ci, à l'heure où la poursuite du soutien américain semble grandement incertaine.

*Henri GERSTER*

# MOYEN-ORIENT

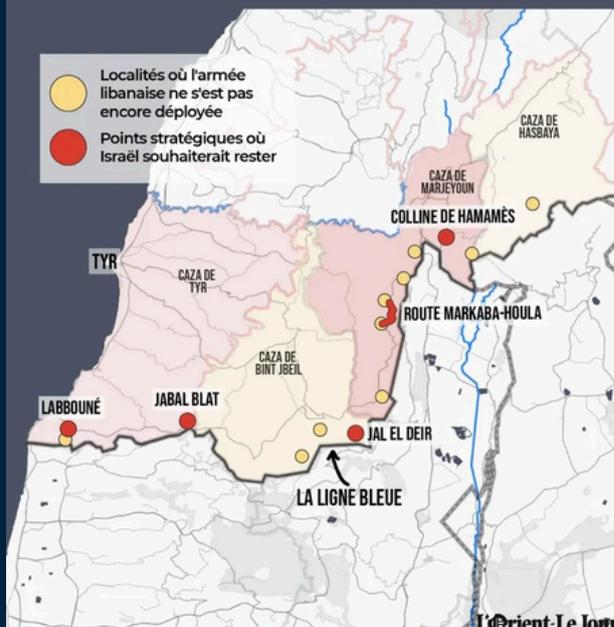
## INSTABILITÉS AU SUD-LIBAN : UNE TRÊVE FRAGILE ENTRE ISRAËL ET LE HEZBOLLAH

Vendredi 14 février, un officier de la Force de l'ONU au Liban, la Finul, a été blessé dans l'incendie d'un véhicule sur une route bloquée par des partisans du Hezbollah près de la capitale Beyrouth. Le Finul exige une "enquête complète et immédiate de la part des autorités libanaises". La Finul, déployée dans le sud du pays depuis 1978 pour faire tampon avec Israël, a dénoncé une "violation flagrante du droit international" qui peut être assimilée à un "crime de guerre".

Le lendemain, une frappe israélienne visait un membre éminent du Hezbollah libanais, violant ainsi la trêve déjà fragile entre Israël et le Hezbollah, au cours des dernières semaines. En effet, depuis le 27 novembre, les deux Etats avaient convenu d'un cessez-le-feu dans la région, après deux mois de guerre ouverte et un an de différends transfrontaliers.

"L'agression israélienne qui a ciblé ce soir une voiture sur la route de Jarjouh, dans la région d'Iqlim al-Tuffah, a entraîné la mort de deux martyrs et blessé quatre citoyennes", a indiqué l'agence ANI. Selon l'accord de trêve, l'armée libanaise doit se déployer aux côtés des Casques bleus dans le sud du Liban, d'où l'armée israélienne doit se retirer sur une période de 60 jours. Le Hezbollah doit lui retirer ses forces à environ 30 kilomètres de la frontière libano-israélienne, et démanteler toute infrastructure militaire restante dans le sud du pays. Un mécanisme de surveillance, réunissant la France, les États-Unis, le Liban, Israël et la force de maintien de la paix de l'ONU au Liban (Finul), a été mis en place pour surveiller l'application de cet accord.

### LIEUX ENCORE SOUS OCCUPATION ISRAËLIENNE AU LIBAN-SUD LE 17 FÉVRIER 2025



L'armée israélienne s'était dite prête à se retirer du territoire libanais et à transférer des zones à l'armée libanaise « dans les délais prévus » par l'accord de cessez-le-feu.

Pourtant, elle souhaite aujourd'hui conserver des positions au Liban-Sud sur cinq sites stratégiques (Labbouné, Jabal Blat, Jal el-Deir, le long de la route Markaba-Houla et sur La colline de Hamamès) après l'expiration du délai fixé au 18 février pour le retrait total de ses troupes.

"Nous devons rester à ces endroits pour le moment afin de défendre les citoyens israéliens, de nous assurer que le processus est terminé et de le remettre aux forces armées libanaises", a déclaré le porte-parole militaire lors d'une conférence de presse, ajoutant que cette décision est "conforme" au mécanisme de l'accord de cessez-le-feu. Et ce, même si selon le responsable israélien, "l'infrastructure terroriste est complètement détruite" dans toute la zone où les forces ont manœuvré, entre cinq et huit kilomètres de la frontière.

Les autorités libanaises rejettent catégoriquement la demande israélienne de maintenir ses forces dans ces cinq points du sud du pays après le 18 février, et appellent au retrait total des troupes israéliennes du territoire. Le président libanais Joseph Aoun, commandant en chef de l'armée libanaise, élu le 9 après deux ans de fortes instabilités politiques, dit vouloir privilégier une solution diplomatique si Israël ne retire pas ses forces.

Alice MARAUX

# MOYEN-ORIENT

## GAZA : QU'EN EST-IL DE LA TRÊVE ?

L'accord de cessez-le-feu entré en vigueur le 19 janvier 2025 entre Israël et le Hamas sous la médiation du Qatar, de l'Égypte et des États-Unis, a marqué la fin de 15 mois de conflit au très lourd bilan humain. Il a représenté un soulagement immense pour les familles d'otages israéliens et la population palestinienne.

« Quatre dépouilles d'otages et six personnes vivantes doivent être remises aux autorités israéliennes jeudi et samedi », a annoncé mardi le Hamas. « Nous avons décidé de remettre quatre corps jeudi » en échange de quoi Israël « libérera samedi un nombre de prisonniers déterminé dans le cadre de l'accord de trêve », a déclaré le négociateur en chef du mouvement, Khalil al-Haya.

Parmi les dépouilles, le nom de la famille Bibas, incluant Shiri (32 ans) et ses deux jeunes fils Ariel (4 ans) et Kfir (8 mois) au moment de leur enlèvement, a été mentionné dans le communiqué, et confirmé mercredi par le Forum des familles d'otages.



La liste des prisonniers palestiniens du ministère israélien est composée de 69 femmes et 666 hommes. Les détenus sont âgés de 15 à 71 ans et on dénombre un total de 22 mineurs (21 garçons et une fille).

Malgré des tensions et des blocages autour de l'acheminement de l'aide humanitaire, les médiateurs internationaux exercent de fortes pressions pour maintenir l'accord en place. Le Hamas avait annoncé la libération de trois otages le 14 février, malgré les menaces de Donald Trump, qui avait alors exigé la libération de tous les otages avant le 15 février sous peine de représailles.

Le gouvernement de Netanyahu a d'ailleurs salué la semaine dernière le projet de Trump pour Gaza, voulant en faire une « Côte d'azur » en y expulsant les 2,4 millions de Palestiniens qui y vivent et dont l'Égypte et la Jordanie refusent l'accueil.

L'accord prévoit d'ici la fin de la première phase le 1er mars, la libération pour le Hamas d'un total de 33 otages dont huit morts, en échange de celle de 1 900 Palestiniens détenus par Israël. Le Hamas a par ailleurs accusé Benyamin Netanyahu de « tergiverser » sur la deuxième phase de l'accord de cessez-le-feu, portant sur la fin de la guerre et la libération de la totalité des otages. Mardi 18 février, le Forum des familles d'otages a dévoilé les noms des six derniers otages vivants, devant être libérés ce samedi 22 février.

Au total 251 personnes ont été enlevées le 7 octobre 2023. 70 sont encore retenues à Gaza et au moins 35 sont mortes d'après l'armée israélienne. Si elle se déroule comme prévu, la troisième et dernière phase de l'accord portera sur la reconstruction de Gaza.

Rose LOUVRIE-BUOT

# MOYEN-ORIENT

## ISRAËL MENACE L'IRAN : UNE STRATÉGIE DE DISTRACTION FACE À DES TENSIONS INTERNE

Ce dimanche 16 février, lors d'une visite diplomatique en Israël du secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, Benjamin Netanyahu a déclaré son intention de vouloir : « finir le travail », vis-à-vis de l'Iran.

Les réactions de l'Iran n'ont pas tardé. En effet, le journal Javan, un quotidien proche des Gardiens de la Révolution, rapporte dès le lendemain que le chef de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaei, condamne fermement les propos de Benjamin Netanyahu et dénonce une : « violation flagrante du droit international ». Pour autant, ce dernier a ajouté sur un ton de défi que les Israéliens : « ne peuvent rien faire contre l'Iran ».

Toutefois, le premier ministre israélien n'a pas davantage précisé sa pensée. En outre, au-delà des différences religieuses, historiquement Israël considère la République Islamique d'Iran comme une menace pour son existence. De son côté, l'Iran considère autant les Etats Unis, qu'Israël comme un ennemi.

Ainsi, l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême iranien au pouvoir depuis 1989, qui s'est exprimé devant un groupe de fidèle réunit à Téhéran lundi a déclaré : « Aujourd'hui, notre problème ce n'est pas la menace (militaire) de l'ennemi, mais ses menaces insidieuses - Aujourd'hui, nos ennemis admettent (...) qu'ils veulent vaincre la nation iranienne ».



Cette mise en garde de l'ayatollah Ali Khamenei s'adresse directement aux dirigeants israéliens tentant de : « manipuler l'opinion publique, créer la discorde et semer le doute dans les piliers de la Révolution islamique » et de détourner l'attention des « crises internes » auxquelles fait face le gouvernement israélien.

De plus, cette montée en tension n'est pas sans rapport avec le récent retour du président américain, Donald Trump, à la maison blanche qui avait durant son premier mandat mené avec l'appui d'Israël, une politique de « pression maximale » afin d'isoler économiquement et diplomatiquement l'Iran de la scène internationale. Ces mesures de sanctions étaient justifiées par les Etats Unis par des accusations contre l'Iran de mener des recherches pour se doter de l'arme nucléaire. Des allégations démentis par l'Iran qui revendique son droit au nucléaire à des fins civils et énergétiques. Néanmoins, Donald Trump admettait fin janvier consentir à de possibles négociations avec Téhéran. Une proposition qui semble sans avenir, étant donné l'affirmation du guide suprême iranien à son gouvernement fin janvier de : « ne pas négocier avec Washington ».

*Juliette MASSE*

# AFRIQUE

## GABON : LA PIRATERIE REPREND DE L'ENVERGURE

Dans la nuit du samedi 1er février 2025, le domaine maritime gabonais a connu un enlèvement de trois marins sénégalais. Les victimes se sont fait agresser à la kalashnikov par des criminels non identifiés, étant intervenus sur un chalutier de la société sénégalaise Amerger, en activité de pêche. Il s'agit d'un acte de piraterie contribuant à la recrudescence de ce type d'attaque dans le Golfe de Guinée et ce, depuis 2022.

Les actes de piraterie dans le Golfe de Guinée ne sont pas rares. En effet, selon le Bureau international maritime, les enlèvements dans cette zone représentent plus de 95 % du total des cas signalés dans le monde entier. En 2019, les chiffres étaient alarmants et inquiétants, au total, 146 personnes avaient été kidnappées. Par conséquent, le gouvernement gabonais avait décidé, pour sa part, de renforcer son dispositif de défense maritime en dotant la Garde républicaine, la Direction Générale de la Documentation et de l'Immigration ainsi que la Marine nationale, d'embarcations rapides destinées à quadriller davantage les zones maritimes sensibles. Ensuite, l'année 2022 a marqué la réussite de cette politique de défense avec seulement 2 individus kidnappés. Cependant, cette nouvelle année commence avec l'enlèvement de trois individus, dépassant déjà les chiffres de 2022.

Mais pourquoi enlever des marins dans le Golfe de Guinée ? La majorité des attaques pirates sont commises par des Nigériens et l'intérêt de ces individus est de recevoir une rançon en échange des membres de l'équipage, ou parfois, du navire capturé. Effectivement, les rançons atteignent parfois des montants ubuesques. 9 millions pour un cargo singapourien avec 19 membres chinois à bord a été versée en 2010. En somme, ce montant semble encourageant pour des jeunes ayant perdu leur emploi et souhaitant enrichir leur patrimoine.



Deux domaines sont affectés par la piraterie au Gabon : social-économique et pétrolier. La pêche industrielle au Gabon n'est pas encore développée, rendant le Gabon protecteur de la pêche artisanale/vivrière et défenseur des ressources halieutiques grâce au système NEMO, contrôlant par satellites toutes embarcations de pêche. La piraterie renforce la complexité de survie de certains individus ne vivant que de la pêche puisqu'ils sont menacés d'enlèvement ou de vols de marchandises.

Près de 68% du budget national du Gabon repose sur la production et l'exportation de pétrole en 2023. Membre de l'OPEP+ et disposant d'une ZEE de plus de 200 000 km<sup>2</sup>, les ressources d'or noir (essentiellement situées offshore) du Gabon permettent au pays de faire partie des sept producteurs majeurs de pétrole en Afrique. Ainsi, l'enjeu de la lutte contre la piraterie est d'empêcher la prise de navires-citernes ou de plateformes pétrolières au large de la côte, compte tenu de l'importance que revêt le domaine pétrolier au sein de l'économie gabonaise.

*Lino TONI*

# AFRIQUE

## LE M23 S'EMPARE DE BUKAVU : UNE ESCALADE INQUIÉTANTE EN RDC

Le 16 février 2025, les rebelles du M23, soutenus par le Rwanda, ont pris le contrôle de Bukavu, capitale du Sud-Kivu, marquant une nouvelle escalade du conflit en République démocratique du Congo (RDC). Cette prise de contrôle intervient un mois après la chute de Goma, autre ville stratégique de l'est du pays. Selon des sources de TV5 Monde, l'armée congolaise (FARDC) a effectué un retrait stratégique de Bukavu, laissant place à des combats violents entre les rebelles et les milices locales Wazalendo, qui ont tenté de résister.

La situation à Bukavu est désormais marquée par une intensification des violences. Des milliers de civils ont fui la ville pour échapper aux combats, provoquant un afflux massif de déplacés vers les régions voisines. Les Nations Unies dénoncent de graves violations des droits humains, accusant le M23 d'exécutions sommaires, y compris d'enfants, et d'attaques ciblées contre des infrastructures civiles, comme les hôpitaux et les écoles. Des témoins interrogés décrivent des scènes de pillage et de destruction, avec des groupes armés semant la terreur parmi les habitants.



Face à cette escalade, la communauté internationale exprime sa vive préoccupation. L'Union africaine et la France ont fermement condamné l'occupation de Bukavu par le M23, exigeant leur retrait immédiat du territoire congolais. Des discussions diplomatiques ont été engagées pour tenter d'obtenir un cessez-le-feu, mais aucune avancée concrète n'a encore été réalisée. De son côté, Kinshasa accuse une nouvelle fois Kigali de soutenir activement le M23, exacerbant les tensions entre la RDC et le Rwanda.

L'issue de cette crise reste incertaine. La prise de Bukavu renforce la position du M23, qui contrôle désormais une large partie de l'est du pays. Les efforts de médiation régionale se poursuivent, mais la situation sur le terrain laisse présager une intensification du conflit si aucune solution politique n'est trouvée rapidement. En attendant, les populations civiles continuent de payer le prix de ces affrontements, dans une région déjà marquée par des décennies d'instabilité et de violences.

Élora HOUEL

# INDOPACIFIQUE

## ESSOR DE TENSIONS ENTRE LA CHINE ET L'AUSTRALIE

Canberra a émis le 13 février une protestation à l'encontre de la Chine, affirmant qu'un de ses avions de chasse avait eu un comportement « dangereux » en mer de Chine méridionale en tirant des fusées éclairantes près d'un appareil de l'armée de l'air australienne.

Cet incident s'est déroulé le 11 février et impliquait un avion de patrouille australien P-8A Poseidon qui effectuait alors une "patrouille de surveillance maritime de routine en mer de Chine méridionale" avant de croiser sur sa route un avion de chasse PLA-AF J-16, selon la déclaration du département de la défense qui a pu s'exprimer jeudi après-midi au cours d'un communiqué.



Cet incident s'est déroulé le 11 février et impliquait un avion de patrouille australien P-8A Poseidon qui effectuait alors une "patrouille de surveillance maritime de routine en mer de Chine méridionale" avant de croiser sur sa route un avion de chasse PLA-AF J-16, selon la déclaration du département de la défense qui a pu s'exprimer jeudi après-midi au cours d'un communiqué.

« L'avion PLA-AF a libéré des fusées éclairantes à proximité de l'avion RAAF P-8A. Il s'agissait d'une manœuvre dangereuse et non professionnelle qui posait un risque pour l'avion et le personnel », a déclaré le département. Ce dernier a ensuite souligné qu'il n'y avait pas eu de blessures et que l'avion n'avait subi aucun dommage. Le ministre de la Défense, Richard Marles, a déclaré que si des fusées éclairantes avaient touché l'avion australien, il aurait « eu de potentiels de dommages importants ».

Face à cela, la Chine a pris la défense de son pilote. Guo Jiakun, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a mis en avant lors d'une conférence de presse, qui s'est tenu le lendemain de l'incident, que son armée avait été provoquée. « L'avion militaire australien a délibérément pénétré dans l'espace aérien chinois au-dessus de Xisha Qundao [les îles Xisha] sans la permission de la Chine. Une telle décision a violé la souveraineté de la Chine et a sapé la sécurité nationale de la Chine. La partie chinoise a pris des mesures légitimes, légales, professionnelles et sobres pour expulser l'avion. » « La Chine a déposé de sérieuses protestations auprès de l'Australie et l'a exhortée à cesser de porter atteinte à la souveraineté de la Chine et de faire des provocations et à cesser de perturber la paix et la stabilité en mer de Chine méridionale. »

Il est toutefois important de rappeler que ce n'est pas la première fois que ce type d'incident se produit, en effet, en 2024, un chasseur chinois avait été accusé d'avoir intercepté un hélicoptère australien Seahawk dans l'espace aérien international et d'avoir libéré des fusées éclairantes sur sa trajectoire. Tandis qu'en 2023, un destroyer chinois avait été soupçonné d'avoir envoyé des impulsions de sonar au large du Japon alors que se trouvaient immergés des plongeurs de l'armée australienne, légèrement blessés. « L'Australie attend de tous les pays, dont la Chine, qu'ils dirigent leur armée de manière sûre et professionnelle », a déclaré le ministère de la Défense jeudi, précisant que ses activités de surveillance maritime ont lieu « en accord avec le droit international ».

Léa BLANCHET

# INDOPACIFIQUE

## LES ÎLES COOK COOPÉRENT AVEC LA CHINE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE INQUIÈTE POUR SA SÉCURITÉ.

Les Îles Cook, petite nation insulaire du Pacifique sud en libre association avec la Nouvelle-Zélande, ont signé le 15 février un accord de coopération stratégique avec la Chine, puissance montante dans le pacifique et rivale de la Nouvelle-Zélande et ses alliés, comme les États-Unis ou l'Australie. Un accord qui a donc suscité une réaction négative de Wellington, qui critique un manque de transparence de son partenaire de longue date avec qui les liens sont ancrés constitutionnellement et dont les citoyens jouissent de la citoyenneté néo-zélandaise.

L'accord est signé à l'issue d'une visite du Premier ministre des Îles Cook Mark Brown en Chine. La visite a débuté le lundi 10 février et duré cinq jours, cette dernière répondait aux critiques de son état parrain en lui rappelant sa souveraineté au-delà de la libre association, qui requiert pourtant une consultation approfondie en matière de politique extérieure. Les Îles Cook cherchent à réaffirmer leur indépendance. Un nouveau passeport cookien devrait par exemple remplacer celui néo-zélandais, augmentant ainsi les frustrations de ces derniers.

Officiellement, l'accord inclut des investissements à long terme dans les infrastructures, dans des services comme la finance, le tourisme, l'agroalimentaire, la recherche océanique et la lutte contre le dérèglement climatique. La Nouvelle-Zélande s'inquiète quant à elle, de la présence grandissante de la Chine, perçue comme une menace dans le Pacifique sud.



En effet, ce n'est pas la première fois que la Chine souhaite étendre son influence dans cette région riche en ressources naturelles et composée d'états isolés ayant besoin d'investissements extérieurs pour croître. En 2022, la Chine et les Îles Salomon avaient signé un accord de sécurité permettant à la Chine de construire une base navale sur le territoire des îles Salomon, suscitant déjà de vives réactions des puissances régionales. Ce nouvel accord, n'étant pas sécuritaire ainsi que la libre association avec la Nouvelle-Zélande prenant déjà en charge la défense de l'archipel, reste suspect aux yeux des anglo-saxons.

Les Îles Cook comme les autres archipels souverains du Pacifique disposent de larges zones économiques exclusives et sont stratégiquement situés en cas de conflit. De plus, de tels partenariats rivaux divisent et la Nouvelle-Zélande, puissance historique à l'échelle régionale, perd son influence.

*Baptiste POULARD*

# INDOPACIFIQUE

## ARMEMENT MASSIF DE L'INDE.

En Indopacifique, face à la militarisation croissante de la Chine, et les tensions en mer de Chine méridional, l'Inde continue de multiplier les partenariats industriels de défense. Ceci étant Modi s'appuie sur les européens et les américains pour renforcer son dispositif militaire.

Ceci étant, après une visite, chez son homologue américain, Narendra Modi confirmait que leurs « équipes vont travailler pour conclure très bientôt un accord commercial mutuellement bénéfique ». Cela ne tarda pas. Trump débloqua officiellement la vente d'avion F-35 en Inde et laisse une possibilité d'en livrer rapidement. L'Inde serait intéressé par cette opportunité car ses capacités aérienne sont aujourd'hui vieillissantes. Composés d'anciens avions de l'Union soviétique, et d'avions français, les rangs devaient être renforcé par un avion de conception indienne : l'HAL LCA Tejas. Mais ce projet, commandé en 2016 à hauteur de 113 exemplaires. Mais cette livraison tarde, et le projet prend beaucoup de retard. Des tensions commencent à émerger entre l'armée et les industriels indiens, notamment lorsque le chef d'Etat major qui affirmait le 12 février : « Vous devez apaiser nos inquiétudes et nous redonner confiance. Pour le moment, je n'ai tout simplement pas confiance en HAL, ce qui est une très mauvaise chose ». Ainsi la possibilité d'un contrat industriel pour des escadrons de F-35 américains pourraient renforcer les capacités opérationnelles et dissuasive dans la région, et serait en faveur du QUAD, l'alliance composé des USA, l'Australie, le Japon et l'Inde.

Dans le même temps, l'Inde reste tout de même fidèle à sa politique d'armement Made in India. Récemment le gouvernement commande à l'entreprise Bharat Dynamics des défenses à courte portée, dotée de missile STARStreak. Ce missile est à l'origine britannique, mis au point par une filiale de Thales. Cet aide permettrait de fournir 200 lanceurs et 1200 missiles sol-air, afin de remplacer les anciens lanceurs russes, Iglas-1. Le missile peut atteindre sa cible dans une rayon de 7km, le tout guidé par un système laser infrarouge. Le missile libère trois petites ogives explosives, et peut cibler des signaux faibles comme des drones.



STARStreak



F-35A Lightning II

*Rodolphe UGUEN*

Crédit photo : STARStreak firing from the RAPIDRanger fire control system

Montée verticale à bord d'un F-35A Lightning II dans un show vers Fort Worth, USA. Photo de l'United States Air Force. Octobre 2018.

# AMÉRIQUES

## ÉQUATEUR : ÉLECTIONS SUR FOND DE CRISE SÉCURITAIRE

Le premier tour des élections présidentielles en Équateur s'est déroulé le dimanche 9 février dernier. Le président sortant Daniel Noboa et sa rivale de gauche Luisa Gonzalez sont au coude-à-coude avec des résultats très serrés.



Après le dépouillement de 94% des bulletins, il récoltait 44,21% des voix et sa rivale 43,91% selon des résultats officiels. Le candidat indigène arrive en troisième position avec 5,29% des suffrages. Mardi 11 février, Daniel Noboa a dénoncé de « nombreuses irrégularités » commises lors du premier tour, affirmant qu'« il y a des dizaines et des dizaines de cas où ils ont menacé les gens pour qu'ils votent pour la Révolution citoyenne », le parti de Luisa Gonzalez.

Cependant, la mission électorale déployée par l'Union Européenne ainsi que la Mission électorale de l'Organisation des États américains ont toutes deux nié avoir identifié ou eu écho de fraudes. Durant toute sa campagne, Daniel Noboa a affirmé qu'il obtiendrait la majorité absolue et qu'un deuxième tour n'en sera pas nécessaire. Lors de son arrivée au pouvoir à la fin de l'année 2023, son taux de popularité était supérieur à 70%. Au cours de son premier mandat, il a mis en place des mesures sécuritaires très strictes, visant à contrôler le narcotrafic et rétablir un équilibre en Équateur. Il a notamment déclaré un état de « conflit armé interne » en janvier 2024, autorisant l'armée à intervenir. Cette approche a suscité de nombreuses critiques pour des violations présumées des droits de l'Homme.

Malgré ces efforts, le bilan de l'année est mitigé : le pays fait actuellement face à une recrudescence de la violence liée au narcotrafic. Le mois de janvier 2025 a été le mois le plus meurtrier de son histoire, avec 731 meurtres enregistrés. Contrairement à la stratégie militarisée du président sortant, elle prône une réforme des forces de l'ordre et une coopération accrue avec les institutions judiciaires pour lutter efficacement contre le crime organisé.



Par ailleurs, elle entend relancer les programmes sociaux instaurés par l'ancien président Rafael Correa, visant à réduire la pauvreté et les inégalités, notamment par des investissements dans l'éducation et la santé. Cependant, la candidate adopte également une position conservatrice, elle-même étant catholique et opposée à l'avortement.

Ainsi, le second tour qui prendra place le dimanche 13 avril 2025 opposera deux visions radicalement différentes.

*Blanche ARMINJON*

# AMÉRIQUES

## RENCONTRE ENTRE RUBIO ET NETANYAHOU : WASHINGTON INTENSIFIE SON SOUTIEN MILITAIRE À ISRAËL

Le secrétaire d'État américain Marco Rubio a entamé sa première tournée au Moyen-Orient avec une visite en Israël, marquant un nouveau tournant dans l'engagement américain dans la région. Sa rencontre avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, ce dimanche 16 février, a été l'occasion de réaffirmer une position intransigeante vis-à-vis du Hamas et de discuter du futur de Gaza.



Dans un contexte de tensions persistantes, Washington a décidé d'intensifier son aide militaire à son allié israélien. Une cargaison d'armes lourdes, comprenant notamment 1 600 bombes de forte puissance, a été livrée à Israël dans la nuit, après que l'administration Trump a levé les restrictions imposées l'année précédente par Joe Biden. Ce renforcement militaire survient alors que l'armée israélienne poursuit ses opérations contre le Hamas dans la bande de Gaza.

Lors d'une conférence de presse conjointe à Jérusalem, Marco Rubio a souligné que le Hamas devait être "éliminé", reprenant la rhétorique de Netanyahu. "Nous ne pouvons pas permettre à cette organisation terroriste de continuer à exister en tant que force militaire ou gouvernementale", a-t-il déclaré, rappelant l'engagement des États-Unis à soutenir Israël dans sa lutte contre le mouvement islamiste palestinien.

Alors que l'accord de cessez-le-feu négocié sous l'égide du Qatar, de l'Égypte et des États-Unis reste fragile, les échanges d'otages se poursuivent. Trois Israéliens ont été libérés en échange de 369 prisonniers palestiniens.

Netanyahu, de son côté, a réaffirmé que le pays continuerait à agir en fonction de ses intérêts sécuritaires. "Nous avons une stratégie commune avec les États-Unis, dont nous ne pouvons révéler tous les détails, mais nous sommes prêts à faire ce qu'il faut pour protéger Israël", a-t-il affirmé, en reprenant les mots du président Donald Trump sur les "portes de l'enfer" qui s'ouvriraient si les otages israéliens n'étaient pas libérés.

Au cœur des discussions figure également l'avenir de Gaza. Donald Trump a proposé que les États-Unis prennent le contrôle du territoire palestinien pour en faire une "Côte d'Azur du Moyen-Orient" et relocaliser la population gazaouie en Jordanie et en Égypte. Une initiative vivement rejetée par ces deux pays, mais que l'administration américaine continue de défendre.

Alors que les négociations sur la deuxième phase du cessez-le-feu, incluant la libération de tous les otages et le retrait des troupes israéliennes, peinent à avancer, un sommet de cinq pays arabes est prévu à Riyad le 20 février. Cette réunion pourrait être déterminante pour l'avenir du territoire palestinien et la mise en place d'un plan de reconstruction estimé à plus de 53 milliards de dollars par l'ONU.

*Victoire LE GALL*

# AMÉRIQUES

## SALVADOR : UN PROBABLE ACCORD SUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE AVEC LES ETATS-UNIS

En 2025, un partenariat stratégique entre le Salvador et les États-Unis pourrait ouvrir une nouvelle ère dans la production d'énergie pour le pays d'Amérique centrale. Cet accord, axé sur l'énergie nucléaire, vise à renforcer la coopération civile dans ce domaine, avec des implications géopolitiques, économiques et environnementales significatives.

Le Salvador cherche depuis quelques années à diversifier son mix énergétique. Alors que les énergies solaires et hydrauliques dominent déjà, le pays fait face à des défis liés à la croissance démographique et aux besoins énergétiques de plus en plus importants. Pour garantir une énergie stable et durable, le gouvernement du président du Salvador Nayib Bukele se tourne désormais vers l'énergie nucléaire.

En parallèle, un communiqué récent du Département d'État des États-Unis annonce la signature d'un Mémorandum d'entente (MOU) entre les deux pays. Ce partenariat stratégique marque le début de la coopération entre les États-Unis et le Salvador dans le domaine nucléaire civil. L'objectif de cet accord est de soutenir le Salvador dans le développement de son secteur nucléaire à des fins pacifiques, tout en garantissant les plus hauts standards de sécurité et de transparence.



L'accord couvrirait plusieurs aspects essentiels : la formation d'experts locaux, la fourniture d'équipements et de technologies adaptés, ainsi que l'assistance technique pour la mise en place d'infrastructures nucléaires. Grâce à ce partenariat, le Salvador pourrait ainsi renforcer sa capacité à exploiter l'énergie nucléaire de manière sûre et responsable.

Ce partenariat nucléaire aurait non seulement des implications pour l'énergie du Salvador, mais aussi pour la région d'Amérique centrale. Les États-Unis, en tant que principal partenaire, renforceraient leurs relations bilatérales avec le Salvador, consolidant ainsi leur influence géopolitique. De plus, ce type de coopération pourrait aider le Salvador à jouer un rôle plus important dans la région en matière de production énergétique.

Sur le plan environnemental, l'énergie nucléaire est perçue comme une solution permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Contrairement aux énergies fossiles, l'énergie nucléaire génère une électricité à faible émission de CO<sub>2</sub>, ce qui correspond aux objectifs de durabilité du Salvador, tout en répondant à ses besoins croissants en énergie.

*Wandrille PICAULT*

# ARMEMENT

## BUREVESTNIK : LE MISSILE DE CROISIÈRE NUCLÉAIRE RUSSE, RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE OU CHIMÈRE ?

En mars 2018, Vladimir Poutine révélait au monde l'existence d'une arme révolutionnaire : le Burevestnik, un missile de croisière à propulsion nucléaire supposé avoir une portée illimitée et capable de contourner toutes les défenses ennemies. Cette annonce faisait partie d'un arsenal d'armes stratégiques destiné à réaffirmer la puissance militaire russe face à l'Occident.

Le principal atout du Burevestnik réside dans son mode de propulsion. Contrairement aux missiles de croisière conventionnels qui dépendent de réservoirs de carburant limités, le Burevestnik serait doté d'un moteur nucléaire lui permettant de voler indéfiniment, choisissant sa trajectoire de façon imprévisible avant d'atteindre sa cible.

Depuis son annonce, le Burevestnik a subi plusieurs essais dont la majorité se seraient soldés par des échecs. En 2017 et 2018, des lancements auraient abouti à des crashes après seulement quelques kilomètres de vol.

L'incident le plus marquant s'est produit en août 2019 sur la base d'essai de Nyonoksa, dans le nord-ouest de la Russie. Une explosion mystérieuse, officiellement liée à un test d'arme avancée, a entraîné une hausse soudaine des radiations, suggérant une fuite nucléaire.



L'idée d'un missile équipé d'un réacteur nucléaire miniaturisé pose de graves problèmes de sécurité : Un crash ou une interception en vol pourrait provoquer une catastrophe radioactive tandis que la miniaturisation d'un réacteur nucléaire fiable et léger reste un défi non résolu.

Malgré les nombreuses difficultés techniques, la Russie continue à travailler sur le projet. Cependant, le Burevestnik pourrait être davantage un outil de propagande qu'une véritable avancée militaire.

En effet, même sans être opérationnel, il joue un rôle clé dans la dissuasion psychologique de Moscou, rappelant aux adversaires potentiels que la Russie explore des technologies capables de défier leurs défenses stratégiques.

Le Burevestnik représente une vision ambitieuse de la guerre du futur, mais reste empêtré dans des obstacles technologiques majeurs. S'il venait à être pleinement fonctionnel, il pourrait modifier l'équilibre stratégique mondial. Mais pour l'instant, il demeure une arme plus redoutée en théorie qu'en pratique.

*Alexandre DOTTI*

# ARMEMENT

## UNE VISITE NON-ANNONCÉE DE LA FLOTTE CHINOISE EN AUSTRALIE

Trois navires de guerre chinois ont été repérés le long de la côte Est de l'Australie, un fait inhabituel malgré sa légalité. Cette flotte a traversé l'Asie du Sud-Est et la mer de Corail avant d'entrer dans la zone économique exclusive australienne, s'approchant à environ 150 milles nautiques (278 km) à l'Est de Sydney. L'armée australienne et néo-zélandaise surveille ces mouvements grâce à des navires de patrouille, d'avions de surveillance et de systèmes de renseignement électronique.

Bien que la présence militaire chinoise dans cette zone ne soit pas inédite, elle reste inhabituelle, signalant une expansion stratégique de la marine chinoise (PLA Navy). Cette manœuvre s'inscrit dans une volonté plus large de Pékin de renforcer son influence dans l'océan Pacifique. Le moment coïncide avec la visite en Australie de l'amiral Samuel Paparo, commandant de l'Indo-Pacifique américain, ce qui renforce les spéculations sur les intentions chinoises. Nouvelle-Zélande, également concernée, n'a reçu aucune notification officielle de Pékin et a exprimé son mécontentement quant à cette présence non annoncée.

### Équipement Militaire Impliqué:

- Navires chinois :
  - Hengyang (Type 054A) : Frégate équipée de missiles anti-navires et anti-aériens, utilisée pour la défense et l'escorte.
  - Zunyi (Type 051) : Croiseur, rôle stratégique dans les opérations de projection de puissance.
  - Weishanhu (Type 903) : Navire ravitailleur de soutien logistique pour les longues missions en mer.
- Avions impliqués dans une escarmouche :
  - Shenyang J-16 : Avion de chasse chinois impliqué dans des manœuvres agressives contre un P-8A Poseidon australien au-dessus de la mer de Chine méridionale, lançant des fusées éclairantes à proximité.
  - P-8A Poseidon : Avion de surveillance et de patrouille maritime australien, utilisé pour le renseignement et la détection sous-marine.



Selon l'Australian Strategic Policy Institute (ASPI), la Chine cherche à établir une présence accrue dans le Pacifique Sud, notamment via des partenariats avec des États insulaires comme les Îles Cook. Cette stratégie lui permettrait de menacer les routes d'approvisionnement australiennes en cas de conflit. En parallèle, les tensions entre la Chine et l'Australie restent vives après plusieurs incidents aériens. Le professeur Rory Medcalf de l'Australian National University estime que ces incursions maritimes envoient un signal clair sur la capacité de la Chine à projeter sa puissance bien au-delà de ses frontières habituelles.

*Nael Yebka*

## FIN DU SOMMET SUR L'IA : LE COMEDEF PRÔNE UN USAGE "PROPORTIONNÉ" DES TECHNOLOGIES MILITAIRES

Paris, – La grand-messe de l'intelligence artificielle s'est achevée dans la capitale, débouchant sur une déclaration commune signée par 58 pays, dont la France, en faveur d'une IA "ouverte", "inclusive" et "éthique". Paris, qui se veut leader européen en la matière, en appelle également au patriotisme des entreprises françaises pour renforcer l'investissement national. *Mais qu'en est-il des applications militaires de cette révolution technologique ?*



### Le rôle clé du ComeDef

Au-delà des seules armes autonomes, l'IA suscite de nombreuses interrogations dans le domaine militaire. Créé le 10 janvier 2020 à l'initiative du ministère des Armées, le Comité d'éthique de la défense (ComeDef) est habilité à formuler des propositions et recommandations sur l'évolution du métier des armes et l'émergence de nouvelles technologies de défense.

Dans son dernier rapport, élaboré à la demande du ministre Sébastien Lecornu face à l'essor fulgurant de l'IA, le Comité défend le principe d'une innovation technologique qui reste solidement encadrée par la responsabilité et le contrôle humains. Il souligne l'importance de maintenir une maîtrise souveraine des technologies d'IA, en cohérence avec la création de l'Agence ministérielle pour l'IA de défense.

### 9 principes et 12 recommandations : que retenir ?

Le ComeDef préconise de calibrer les mécanismes de contrôle et de supervision en fonction des spécificités de chaque système d'IA. L'objectif ? Éviter les dérives éthiques et garantir le respect du droit international humanitaire, notamment dans le cadre de l'automatisation de décisions en situation de conflit. Avant d'engager sur le terrain des systèmes intégrant l'IA, le Comité recommande des évaluations approfondies pour mesurer avantages et risques. L'idée est de prévenir une adoption précipitée pouvant menacer la sécurité des forces.

Dans un contexte de partenariats internationaux, la France doit néanmoins conserver la maîtrise de ses données pour des raisons de sécurité et de souveraineté. Cette indépendance n'exclut pas l'interopérabilité avec les alliés, mais implique des protocoles de protection solides. D'autant plus que le développement de l'IA doit s'accompagner d'une sensibilisation aux risques informatiques et d'un renforcement des compétences pour maintenir la résilience des forces face aux cybermenaces.

Le Comité insiste sur la nécessité de clarifier les rôles et responsabilités de chaque acteur et recommande également de mener des recherches prospectives pour évaluer l'influence de l'IA sur l'organisation des armées, la dynamique interne et la collaboration entre soldats et machines.

Romane DEFRENNE

# SOURCES

## • EUROPE

### ○ **Négociations de paix pour l'Ukraine : "Réunion informelle" à Paris**

- "All'Europa è mancata una risposta adeguata. E deve arrivare da Macron" Corriere della Sera, publié le 18/02/2025 par Stefano Montefiori
- "Europe's leaders find no quick response to trump's bombshell on Ukraine", Politico, publié le 17/02/2025 par Nicholas Vinocur et Victor Goury-Laffont
- "Macron mobilise les Européens pour tenter de revenir dans les négociations sur l'Ukraine", Le Figaro, publié le 18/02/2025
- "European politicians scramble to adjust to a new reality" The Guardian, publié le 18/02/2025

### ○ **La Pologne en passe de devenir la première armée d'Europe**

- "Face à Trump et Poutine, la Pologne veut devenir la première puissance militaire d'Europe" Libération, publié le 16/02/2025 par Nelly Didelot
- "La Pologne en passe d'avoir l'une des armées les plus puissantes d'Europe" rfi, publié le 08/02/2023 par Martin Chabal
- "La seule armée taillée pour la haute intensité » : comment la Pologne devient la première armée d'Europe" ifri, publié le 05/02/2025

### ○ **A l'ombre des tractations diplomatiques, quelles dynamiques à l'œuvre sur le front ukrainien ?**

- "Bilan n° 105 du 9 février 2025 (guerre d'Ukraine)" La Vigie, publié le 09/02/2025
- "Le pacte des flous - Quelles garanties de sécurité pour l'Ukraine ?" La Voie de l'Épée, publié le 17/02/2025
- "On the Pokrovsk front, Russia can't keep up the pressure anymore and was forced to downscale its offensive efforts" Post X (Twitter), publié le 11/02/2025

## • MOYEN-ORIENT

### ○ **Instabilités au Sud-Liban : une trêve fragile entre Israël et le Hezbollah**

- "Deux morts dans une frappe israélienne au sud du Liban", Ouest France, 15/02/25
- "Un véhicule de l'ONU incendié au Liban : 25 arrestation, réunion d'urgence ...Voici ce que l'on sait.", Ouest France, 15/02
- "Ce que l'on sait des cinq points où Israël veut maintenir des positions au sud Liban", L'Orient-le Jour, 17/02/25
- "Liban : le retrait israélien à l'ordre du jour de la rencontre du président Aoun et des Etats-Unis, TV5Monde, 13/02/25

### ○ **Qu'en est-il de la trêve ?**

- « Gaza : qui sont les six otages israéliens devant être libérés par le Hamas ce samedi? », Sud-Ouest, 19/02/25
- « Cessez-le-feu à Gaza : un accord trouvé entre Israël et le Hamas », Amnesty International, 17/01/25
- « Israël et le Hamas signent un accord de cessez-le-feu en trois phases : premiers échanges de prisonniers », Juliette Masse - Veille Stratégique Janvier 2025
- « Le Hamas accélère la libération des otages israéliens de la première phase du cessez-le-feu », France 24, 18/02/25
- « Gaza. Le Hamas annonce libérer trois otages et ignore l'ultimatum de Donald Trump », Courrier International, 14/02/25
- « CheckNews. Quel est le profil des 1 900 prisonniers palestiniens que l'accord Israël-Hamas prévoit de libérer? », Libération, 31/01/25

# SOURCES

- **Israël menace l'Iran : une stratégie de distraction face à des tensions interne**

- « *Vu de Téhéran. Les menaces de Nétanyahou contre l'Iran font partie de la "guerre psychologique"* », Courrier International, 18/02/25
- « *Khamenei met en garde contre les efforts visant à diviser la nation* », L'Orient le jour et AFP, 17/02/25
- « *L'Iran affirme qu'Israël et les États-Unis sont "impuissants" face à Téhéran* », i24News, 17/02/25

- **AFRIQUE**

- **Gabon : La piraterie reprend de l'envergure**

- « *Gabon : trois marins enlevés après l'attaque de leur chalutier a large de Libreville* », Jeuneafrique, 04/02/2025
- « *Piraterie maritime au Gabon : trois marins sénégalais d'Amerger enlevés sur un chalutier* », Gabon Review, 02/02/2025.
- « *La politique maritime du Gabon au prisme d'une stratégie intégrée* », Institut Français des Relations Internationales, 03/2022

- **Le M23 s'empare de Bukavu : une escalade inquiétante en RDC**

- « *Rwanda-backed M23 rebels capture DRC city Bukavu* », BBC News, 17/02/2025
- « *À la Une : Après Goma, le M23 s'empare de Bukavu* », RFI, 18/02/2025
- « *Est de la RDC : le M23 s'empare de Benkavu, l'UA appelle à un retrait immédiat* », TV5 Monde, 18/02/2025

- **INDOPACIFIQUE**

- **Essor de tensions entre la Chine et l'Australie**

- « *Australia condemns 'unsafe' airspace encounter and rejects Chinese allegations RAAF plane 'deliberately intruded'* », The Guardian, 14/02/2025
- « *L'Australie dénonce l'attitude « dangereuse » d'un avion chinois* », 20 Minutes, 13/02/2025
- « *Un avion de combat chinois repéré par l'Australie en mer méridionale de Chine* », Le Figaro, 13/02/2025

- **Les Îles Cook coopèrent avec la Chine, la Nouvelle-Zélande inquiète pour sa sécurité.**

- *Sam McKeith, Cook Islands signs partnership deal with China*, Reuters, 15/02/2025.
- *Kathryn Armstrong, New Zealand and Cook Islands fall out over China deal*, BBC, 11/02/2025.
- *NZ, Cook Islanders left in dark over PM's possible China deal – Peters*, RNZ, 07/02/2025.

- **Armement massif de l'Inde.**

- *Le figaro : Les États-Unis vont vendre à l'Inde des avions de combat F-35*, 14/02/25
- *Opex360 : Thales UK s'associe à Bharat Dynamics pour livrer des missiles sol-air « STARStreak » à l'Inde*, 11/02/25
- *Zone militaire : Les États-Unis ouvrent la voie à la vente de chasseurs-bombardiers F-35 à l'Inde*, 14/02/25

# SOURCES

## • AMÉRIQUES

### ◦ ÉQUATEUR : ÉLECTIONS SUR FOND DE CRISE SÉCURITAIRE

- "Sacar a Ecuador de la crisis", *El Pais*, 11/02/2025
- "En Equateur, des élections sur fond d'explosion de la violence", Marie Delcas, *Le Monde*, 09/02/2025
- "En Equateur, le président sortant poussé vers un second tour par sa rivale de gauche", *Notre Temps*, 09/02/2025

### ◦ Rencontre entre Rubio et Netanyahu : Washington intensifie son soutien militaire à Israël

- « Les Etats-Unis de Trump affichent leur convergence de vues avec Israël », par Pascal Brunel, *Les Echos*, 16/02/2025
- « Le chef de la diplomatie américaine rencontre Netanyahu, les USA livrent des armes lourdes à Israël », par la rédaction de Ouest-France, *Ouest-France*, 16/02/2025
- « Gaza : Nétanyahou menace à son tour d'ouvrir «les portes de l'enfer» si «tous les otages» ne sont pas libérés », par Libération et l'AFP, *Libération*, 16/02/2025

### ◦ Salvador : Un probable accord sur l'énergie nucléaire avec les Etats-Unis

- "United States and El Salvador Sign Memorandum of understanding concerning strategic civil nuclear cooperation", *U.S. Department of State*, 03/02/2025
- "El Salvador marca un precedente : la energia nuclear, el futuro de CentroAlerica ?", *El Tiempo*, 05/02/2025

## • ARMEMENT

### ◦ Burevestnik : Le missile de croisière nucléaire russe, révolution technologique ou chimère ?

- "Burevestnik: US intelligence and Russia's 'unique' cruise missile", Douglas Barrie and Henry Boyd, *IJSS*, 05/02/2021
- "U.S. researchers find probable launch site of Russia's new nuclear-powered missile", Jonathan Landay, *Reuters*, 03/09/2024
- "Russia says rocket explosion caused 16-fold radiation spike", *BBC*, 14/08/2019

### ◦ Une visite non-annoncé de la flotte chinoise en Australie

- "L'armée australienne surveille 3 navires de guerre chinois au large de sa côte Est", Rod Mcguirk, *L'Actualité*, 20/02/2025
- "Les forces australiennes surveillent la présence inhabituelle d'une flottille chinoise au large de Sydney", Laurent Lagneau, *Zone Militaire*, 20/02/2025
- "L'Australie surveille la présence "inhabituelle" de navires de guerre chinois", *La Libre*, 20/02/2025

## • DÉFENSE

### ◦ Fin du Sommet sur l'IA : le CoMEDEF prône un usage "proportionné" des technologies militaires

- Interview d'Emmanuel Macron avec Laurent Delahousse pour France 2, le 9/02/2025.
- Comité d'éthique de la défense : pour un usage de l'IA éthique et proportionné, Ministère des armées, 12/02/2025
- Comité d'éthique de la défense, Avis sur l'usage des technologies d'IA par les forces armées, 14/01/2025, Ministère des armées.



**SUIVEZ DEF'INSEEC SUR**

